

La pensée révolutionnaire de l'ayatollah Khomeyni

La révolution iranienne de 1978-1979 fut un phénomène unique en son genre dans l'histoire mondiale. Le conflit mit face à face toute la population du pays (pour l'essentiel une population désarmée) et roi - homme fort du Moyen-Orient et gendarme pro-occidental du Golfe, sa famille et ses courtisans, qui disposaient de la protection d'un appareil militaire moderne. La crise du système éclata en janvier 1978. Après 13 mois de manifestations d'opposition massives qui causèrent la mort de quelque 20 000 iraniens - tandis que plus de 100 000 autres étaient blessés - la monarchie absolue des Pahlavi s'écroula pour le compte.

Les deux causes essentielles de la Révolution ont été, d'une part, une oppression écrasante, et de l'autre, le cancer de la corruption qui s'est étendu à partir de l'épicentre du système politique iranien - la famille royale étant elle-même largement compromise.

L'opposition au régime du Shah regroupait de nombreuses classes sociales. La composante fondamentale du mouvement d'opposition fut constituée par le clergé islamique chi'ite dirigé par les mujtahids. L'élan, la profondeur et la détermination de l'opposition, l'enthousiasme libertaire de la révolution du peuple iranien atteignirent une ampleur extraordinaire. Par exemple, par trois fois, on vit un minimum de trois millions de personnes descendre dans les rues des principales villes pour manifester contre le régime. Ces manifestations ont sans doute été parmi les plus importantes que le monde ait jamais connues au cours de son histoire.¹

Les mujtahids ont joué le rôle de catalyseurs des oppositions, en ce sens qu'ils ont servi de centre de ralliement au mouvement des masses. Le principale figure de ce groupe était bien évidemment celle de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni.

Depuis le XIX^e siècle les clercs iraniens n'ont cessé d'intervenir dans les affaires politiques.² L'entrée du clergé en politique est marquée par la *fatwa* de l'ayatollah Chirazi qui, en 1891, interdit l'usage du tabac tant que ne sera pas révoqué le monopole accordé l'année précédente à une compagnie britannique. En 1906, la majorité du haut clergé soutient le mouvement constitutionnaliste iranien. Le clergé servit régulièrement de pôle de contestation, surtout en cas de crise du pouvoir (1890/1921, 1950/1953, 1978).

¹ James BILL, La Révolution iranienne: passé, présent et futur. *Politique Internationale*, No:6, 1979/1980, p. 42.

² Yanne RICHARD, L'Islam chi'ite. Croyances et idéologies. P., 1991, p. 122.

La contestation politique des ulemas est une des constantes de l'histoire contemporaine de l'Iran.¹ Le clergé était apparu comme la seule structure non étatique qui ait une implantation solide, étendue à l'ensemble du pays, et qui parlait un langage compris par tous. Il faudra cependant attendre Khomeyni pour que la logique de politisation du clergé, poussé jusqu'au bout, en vienne à exiger que les religieux exercent le pouvoir.

En 1963 ayatollah Khomeyni prit la tête du mouvement contre "la Révolution blanche", s'exposa directement à la police politique du Chah et devint le dirigeant de l'opposition populaire. Son arrestation pendant les célébrations du deuil de moharram en 1963 fut l'occasion d'un soulèvement général écrasé brutalement.

Ayatollah Khomeyni denonça comme un retour aux "capitulations" - les avantages juridique et commerciaux que les puissances coloniales européennes s'étaient fait octroyer en Perse et qui ne furent abolis qu'après le Parlement iranien, en octobre 1964, des privilèges de l'extraterritorialité juridique au personnel militaire américain en Iran. Cette dénonciation valut à l'ayatollah Khomeyni d'être conduit en exil en Turquie, puis en Iraq et à la fin en France. L'échec de son mouvement fut transformé, à long terme, en un succès extraordinaire, puisqu'il fit prendre conscience à tous, notamment aux intellectuels, de l'importance du clergé dans la mobilisation politique.

Il est certain que l'ayatollah Khomeyni se distingue du clergé traditionnel par le contenu social de son discours et par ses activités dans le domaine politique.

Durant ses cours à Nadjaf dans les années soixante, l'ayatollah Khomeyni élaborait le concept de *Vilayat-I fâqih*. D'après ce concept - il ne saurait y avoir de société islamique sans Etat islamique: on ne doit pas se contenter de réclamer que les lois promulguées soient conformes à la Chariat; l'Etat doit être dans son essence islamique. En même temps le respect de la Chariat n'est pas l'application mécanique d'une juridisme formaliste, c'est la traduction dans les comportements de la véritable vertu. L'idée centrale est "le reveil spirituel" - on ne change pas la société si on ne change pas les hommes. Les activités révolutionnaires de l'Imam Khomeyni servent à mobiliser les communautés chi'ites au-delà des références nationalistes et des appareils d'Etat. "Le combat sur la voie de la formation du gouvernement islamique repose sur la croyance dans le *velayat*".²

Khomeyni rentrait triomphalement à Téhéran après une quinzaine d'années d'exil. L'instauration d'un régime révolutionnaire islamique

¹ Bernard HOURCADE. Iran: révolution islamique ou tiers-mondisme? *Hérodote*, 36, 1985, p. 140.

² Ayatollah KHOMEYNI (Xomeyni Seyyed Ruhollâh Musavi), *Hokumat-e eslâmi (Nâme'i az Emâm Musavi)*, Tehrân, 1356/1977, p. 19.

constitue pour beaucoup des chercheurs contemporains un renouveau islamique, qui coïncide avec le début du XVe siècle de l'Hégire musulmane et qui est fondé sur l'aspect combattant du chi'isme. Le peuple iranien était galvanisé par les discours du guide religieux suprême avec son accent sur le thème de la passion et de la souffrance qui a marqué, dès le départ, la naissance du chi'isme.

Les partisans du renouvellement d'islam estiment que les sociétés musulmanes actuelles sont retombées en état de *jâhiliyya* moderne. Thème qu'on retrouvera en Iran révolutionnaire dans l'expression *taghuti*: société, esprit ou individu, le *taghuti* (nom d'une idole dans le Coran) est tout ce qui nie l'ordre divin. Si tel est le cas, alors le Djihad contre des gouvernements qui n'ont de musulman que le nom est licite.

Le pouvoir politique est indispensable à la mise en place d'une société islamique. Il n'y a pas de société islamique que par le politique et le clé du politique est dans une "morale sociale". L'islam n'est pas seulement un ensemble de croyances, c'est un "ordre englobant", un "ordre total". "les réformes que l'islam veut apporter ne peuvent être effectuées seulement par des sermons. Le pouvoir politique est indispensable pour les réaliser".¹ Le principal but est l'édification d'une société islamique en accord avec le moral religieuse.

"l'idée du gouvernement islamique, c'est à-dire le fait que l'islam seul doit gouverner, n'est pas nouvelle. L'islam, à l'origine, visait à établir le gouvernement divin dans le monde entier. En somme, les musulmans ayant négligé leurs intérêts et, en même temps, le colonialisme ayant sévit depuis plusieurs siècles, il s'ensuivit qu'un tel idéal ne fut même pas projeté"², écrit Khomeyni.

Il est certain qu'il y a dans l'"imaginaire chi'ite" une thématique plus facilement adoptable à l'idée de révolution: sens de l'histoire, millénarisme, idée de la justice sociale, dévalorisation du pouvoir temporel, martyrisme. Ces thèmes sont illustrés par les paradigmes fondateurs du chi'isme: le martyr du Hosseyn et de ses compagnons à Kerbala, sous la sabre d'un tyran illégitime, la figure de la femme politisée (Zaynab, la sœur de Hosseyn) etc.

Contrairement aux sunnites, les chi'ites ont une institution qui peut déterminer qui est le plus savant, le meilleur musulman, le guide. Puisqu'il y a dans le chi'isme une autorité religieuse suprême, alors elle doit détenir le pouvoir étatique. C'est donc à l'instance cléricale suprême que doit revenir l'exercice du pouvoir. Ce sont les imams et les jurisconsultes (*fukahâ*) justes qui ont l'obligation d'utiliser l'organisation et la formation du gouvernement afin d'appliquer les

¹ Khorshid AHMAD, Introduction in A. MAUDUDI, *The Islamic Law*, L., 1966, p.5

² Ayatollah KHOMEYNI..., *Majmu'e goftâr-e Musavi*, P., No:1 p.19

prescriptions divines, établir le régime équitable de l'islam et servir le peuple. Le simple fait de détenir le pouvoir ne présente à leurs yeux que peines et tracas. Mais que faire? Ils ont pour mission d'accomplir un devoir, car l'objet même du tutorat du jurisconsulte (velâyat-I faqih) est une mission et l'exécution d'un devoir.¹

Ayatollah Khomeini soulignait le dynamisme de l'islam et l'importance de l'adaptation par les religieux des lois islamiques aux exigences des temps nouveaux: "l'islam est une doctrine dynamique, et le Coran enseigne le dynamisme..."² "Nous ne sommes pas dogmatiques. Les lois du Coran sont éternelles, mais le rôle des 'ulama consiste à les interpréter pour les adapter aux réalités de notre temps".³

La défense des mostazaf, des deshérités a été à la base de l'originalité politique du discours Khomeyniste, et cela contrastait avec les sermons moralisateurs de la plupart des religieux. Tous ceux qui avaient été victimes du régime impérial et vivaient dans la pauvreté et la misère ont ainsi mis à l'honneur dans les discours et dans les préoccupations premières des édiles et gouvernants: c'était là un changement radical dans la philosophie générale de l'Etat. La création de la "Fondation des deshérités" par Khomeyni servait à la défense des intérêts de la population la plus moins protégée.

Ce programme politique soucieux de justice sociale allait de pair avec des revendications anti-impérialistes, principalement contre les Etats-Unis. "Il faut que le destin de l'Iran soit déterminé à Téhéran et non à Washington, Londres ou Moscou"⁴. L'Iran a ainsi rejoint le camp des pays non alignés, ce qui lui a permis de trouver une nouvelle image parmi les pays sous-développés qui considéraient d'abord l'Iran comme un pays riche, allié aux pays industriels.

Ayatollah Khomeyni soulignait toujours que les principes de l'islam sont opposés à la monarchie. En même temps, "la Révolution en Iran n'avait pour objectif de renverser le régime monarchique, mais bien de poser les bases d'une république d'inspiration divine, c'est-à-dire d'une république islamique".⁵

La société doit être le reflet de l'unicité divine, du tawhid. Si l'"unicité" est la donnée fondamentale de l'essence divine, elle est, dans la société humaine, à construire, à réaliser. Une société tawhidi ne saurait connaître ni segmentation intrinsèque (sociale, ethnique,

¹ Ayatollah KHOMEYNI..., *Hokumat-e eslâmi...* p.60.

² Ayatollah KHOMEYNI..., discours in *Ettela'at*, 27.06.1979.

³ Ayatollah KHOMEYNI..., Interview in *le Monde*, 20.01.1979.

⁴ Ayatollah KHOMEYNI..., in P. BALTA et C. RULLEU, *L'Iran insurgé*, P., 1979, p.79.

⁵ Ayatollah KHOMEYNI..., Discours de Qom du 23.05.1979, in *le Monde*, 26.05.1979.

tribale ou nationale) ni instance politique qui serait autonome par rapport à l'ordre divin, même de manière contingente. Alors régnera la souveraineté absolue de Dieu, *hâkimiyya*, régissant l'ensemble des aspects de la vie de l'individu comme de la société. D'après Khomeyni, "Dans ce que nous appelons "république islamique", les conditions choisies et les préceptes qui s'appliquent en Iran sont fondés sur l'islam, mais le choix appartient à la nation".¹

Après la Révolution Iran mit en valeur la nouvelle crédibilité diplomatique - le strict respect de sa neutralité. "...Etat islamique sera libre et indépendant... Nous ne pencherons ni vers l'Ouest, ni vers l'Est. Nous souhaitons être une république neutre et non engagée, et entretenir des relations amicales avec tous les pays, du moment qu'ils ne s'immiscent pas dans nos affaires intérieures".²

Giorgui SANIKIDZÉ

**Istitut d'Etudes orientales
Académie des sciences de
Géorgie**

¹ Ayatollah KHOMEYNI..., *Majmu'e goftâr-e Musavi*, P., No:1 p. 24.

² Ayatollah KHOMEYNI..., in *Keyhân-e Navâ'i*, 303, 24.01.1979, p.12.